

# Conférence nationale de l'Industrie – Rapport du GT « Propositions »

**Pilote: Philippe Jurgensen (IGF)**

Rapporteur: Christophe Michel (DGCIS)

*Avec l'appui de Philippe Hirtzman, CGIET (Président groupe « Constat »)*

# Une composition équilibrée

But: recherche de solutions ou de pistes consensuelles

- Partenaires sociaux (3 OS présentes)
  - Entreprises et fédérations professionnelles
  - Administrations
  - Experts
  - + Des auditions de grands témoins: Pascal Colombani (Valeo), Bertrand Collomb (Lafarge), Mathilde Lemoine (HSBC), Christian Stoffaës (CGIET), Hugues Souparis (Hologram Industries), Jean-Pierre Letartre (Ernst & Young), Michel Didier (COE Rexecode), M. Mieszala (McKinsey), Jean-Claude Volot, Gérard Rameix, etc.
  - Appel à propositions auprès de toutes les parties et report systématique des contributions reçues dans les fiches
-  Synthèse + 16 fiches « gigogne » en 5 parties: constat; propositions; chiffrage; avantages/inconvénients; positions (éventuellement divergentes) + propositions minoritaires

# Un calendrier de travail volontariste

- Mandat conjoint des Ministres Industrie et Travail/Emploi à J-F DEHECQ, VP de la CNI: 20 mars 2011
- 8 Séances croisées avec le GT « constat »:
  - 31 mars; 14 avril; 28 avril; 13 mai; 26 mai; 9 juin; 30 juin; 13 juillet
- 6 Séances dédiées (dont 2 d'une journée complète):
  - 30 août; 23 septembre; 11 octobre; 26 octobre; 15 novembre; 30 novembre

# Les principes fondateurs des propositions:

## Quatre grands équilibres

- Equilibre budgétaire: financement des mesures d'allègement de charges ou de réduction de taxes par des recettes égales ou supérieures
- Equilibre temporel: des mesures urgentes (ex: fiscalisation des charges, amortissements accélérés) mais aussi des mesures structurelles (ex: flexibilité travail-salaire-emploi, formations, soutien à l'innovation, infrastructures...)
- Réciprocité des engagements: des salariés (mise à niveau, mobilité, arbitrage salaire/emploi/temps de travail..); des entreprises (investissements, emploi local, gouvernance, intéressement...) et de l'Etat (baisse des charges, simplifications administratives, stabilité des règles...)
- Equilibre entre secteurs plus ou moins exposés à la concurrence internationale

# Trois fils conducteurs

- S'appuyer fortement sur le secteur des PME & ETI: fiscalité, accès aux marchés publics, financement, soutien à l'innovation et à l'export, rapports sous-traitants/grandes entreprises, taux d'IS réduit....
- Privilégier le renforcement de la capacité productive: une politique de l'offre compétitive
- Transférer des charges des revenus d'activité et du capital productif vers les revenus non liés à l'activité (revenus « de remplacement » ou financiers)

# 3 piliers pour un bloc cohérent de propositions

## Compétitivité hors-prix

HA – améliorer la qualité & le design

HB – investir davantage

HC – valoriser le capital humain

HD – réorienter la formation

HE – innover plus

HF – être plus productif

## Compétitivité prix

PA – abaisser les coûts, notamment du travail

PB – compenser les réductions de charges

PC – concentrer les efforts

PD – préserver une énergie à bas coût

PE – engagements réciproques

## Rapports inter-entreprises et leur environnement

IA – Relations DO/ sous-traitants

IB – Mieux percer à l'export

IC – Densifier le tissu d'entreprises

ID – Améliorer le financement des PME

IE – Alléger les contraintes administratives

IF – Infrastructures logistiques

# Des propositions clés

## Compétitivité hors-prix :

- un dispositif d'amortissements accélérés pour relancer croissance et productivité ;
- la poursuite d'un effort majeur de recherche prolongé vers *l'innovation de marché* avec la création d'un crédit d'impôt -innovation distinct ;
- une révision profonde et concertée de l'arbitrage salaire-emploi-temps de travail, incluant une flexibilisation négociée de la durée du travail.

## Compétitivité-prix :

- une réduction forte (3 points de PIB) des cotisations sociales employeurs pesant sur les salaires (allocations familiales, cotisations-maladie, versement transports, etc.) du secteur *marchand*, et de l'IS pour les bénéficiaires *effectivement réinvestis* ;
- financée par un *mix* de TVA (+ 2,4 pts sur le taux normal, relèvement des taux réduits de 5,5 pts sauf produits de 1ère nécessité), de CSG et taxe/transactions financières, et de fiscalité environnementale (énergie, contenu carbone) ;
- et si possible ciblée sur les secteurs les plus exposés à la concurrence internationale (critère de VA par tête?).

## Environnement des entreprises

- des rapports interentreprises plus coopératifs, intégrant une stratégie à long terme et une gouvernance publique (simplification et stabilité des règles...) et privée améliorée ;
- une réorganisation à l'export en cherchant appui sur un « Hinterland » méditerranéen et un réseau plus unifié ;
- un dopage du financement des PME/ETI par mobilisation de tous les acteurs du financement de l'investissement et une prise en compte des besoins de fonds propres et de *capital-risque* et <sup>7</sup> capital-investissement.

## Détail propositions: Compétitivité hors prix

### HB: Comment investir davantage?

- Un dispositif temporaire d'amortissement accéléré pour les PME:
  - Amortir sur une seule année les investissements (<1 ou < 5 M€) des PME,
  - Ceci pendant deux ans, = soutien keynésien et aide en trésorerie
  - Coût = 1, 1 Md € la 1<sup>ère</sup> année, 4 Mds en 3 ans – en trésorerie seulement
- Une imposition réduite pour les bénéfices
  - Introduire un taux minoré d'IS à 20%, ou même 15% comme en Allemagne, pour les résultats mis en réserve et effectivement réinvestis dans un délai préfixé (un an?)
  - Coût: 13 Mds € (estimation grossière) si taux à 20% appliqué à toutes entreprises; 1 Md pour les seules PME
  - Variante: équilibrer le coût en relevant l'IS à 40% pour bénéfices distribués et rachats d'actions

# Détail propositions: Compétitivité hors prix

## HC: Valoriser le capital humain

### 1. Faciliter l'arbitrage salaire-emploi-temps de travail

- RVs exploratoires réguliers par branches & entreprise
- recours au chômage partiel > 42 jours et accords de réduction temporaire prévaudraient sur contrats de travail individuels
- Accord national interpro pour permettre renvoi à accords collectifs
- Diffusion de bonnes pratiques, et garanties aux salariés

### 2. Faciliter le recours au chômage partiel pour étaler un choc conjoncturel

- fusionner les dispositifs chômage partiel et APLD (activité partielle de longue durée)
- étendre la durée de couverture
- augmenter le contingent annuel d'heures chômés autorisées
- moduler indemnités chômage partiel selon engagements des entreprises

### 3. Assouplir et sécuriser le marché du travail

- Bonus-malus sur les cotisations d'assurance-chômage selon efforts de formation des entreprises
- ouvrir + largement l'accès aux contrats de sécurisation professionnelle
- incitations financières à la mobilité par le Fonds paritaire FPSPP

## Détail propositions: Compétitivité hors prix

### HD: Renforcer formation et compétences

- Participation des jeunes et seniors au marché du travail
  - Développer cumul emploi-études par exonération des contributions sociales salariés & employeurs pendant le temps des études réussies
  - Aide financière personnalisée basée sur contrat de réussite
  - Offre de formations ad hoc et de contrats de travail aménagés pour les seniors
- Elévation du niveau général de qualification
  - Rééquilibrage des budgets en faveur de l'enseignement primaire
  - Revalorisation de l'enseignement technique et professionnel

# Détail propositions: Compétitivité hors prix

## HE: Renforcer l'innovation dans les produits et services

- **Compléter le CIR par un Crédit d'impôt innovation**
  - Assiette (complémentaire de celle du CIR): dépenses de conception technique, prototypage & lancement de produits/services innovants
  - Coût annuel = 1,5 Md €, pour un taux de crédit d'impôt de 30% et un plafond d'1 M €)
- **Utiliser les marchés publics pour financer PME innovantes**
  - Réserver 1% du budget R&D d'organismes publics français à PME/ETI innovantes
  - Préfinancement par OSEO
  - Programme de formation des acheteurs publics au choix du « mieux-disant »
- **Développer les VRIE (volontariat pour la recherche et l'innovation en entreprise)**
  - Jeunes docteurs en entreprises (PME & ETI) sur projets d'un à deux ans
  - Avec contrat de travail adapté –dispensé de cotisations sociales
  - Gestion par une Agence autonome rémunérée forfaitairement par l'entreprise
- **Amplifier le dispositif JEI (jeunes entreprises innovantes)**
  - Relever le plafond d'exonération de cotis soc de 3 à 5 fois le plafond SS
  - Déclenchement du biseau après 4 ans d'usage et non 4 ans d'existence
  - Droit de rester JEI pendant 8 ans

# Détail propositions: Compétitivité hors prix

## HF: Améliorer la productivité des entreprises

- **Un plan renforcé de diffusion des TIC chez les PME**
  - Lancer un AAP régionalisé pour faire émerger projets d'échanges électroniques interentreprises
  - Campagne de diagnostics personnalisés
  - AAP sur les technologies de traçabilité et les outils de productivité
- **L'émergence de plateformes de services**
  - Susciter & motiver des projets de plateformes de services
  - Les accompagner par un AAP national + formation des collaborateurs
- **Assouplir les barrières à l'entrée de professions réglementées**
  - Déréglementer l'accès de la moitié des cent professions concernées
  - Éviter exigences disproportionnées en termes de qualifications
  - Lever obstacles juridiques à création d'entités pluridisciplinaires et ouvrir participation au capital
- **Plan de sensibilisation & déploiement de la robotique**
  - Action collective pour financer audit de l'intégration d'une cellule robotisée
  - Accompagnement de la décision d'investissement qui suivra
- **Accompagner les entreprises dans la démarche « lean »**
  - Amplification du plan existant d'accompagnement d'entreprises par des consultants pour améliorer leur performance
  - Diffusion des bonnes pratiques d'organisation

# Détail propositions: **Compétitivité prix**

## Fiche PA: Comment abaisser le coût du travail pour les entreprises?

- 1<sup>ère</sup> possibilité: fiscaliser cotis soc *employeurs* sur salaires du secteur *marchand*:
  - Prestations familiales: 5,4 points (coût= 22 Mds € pour le champ Fillon uniquement)
  - 5 points (sur 13,1) de cotis maladie (coût = 20 Mds€)
  - Versement transports (coût = 4 Mds€ pour le seul secteur marchand)
- En complément: allègement de l'IS
  - Réduire le taux d'au moins dix points pour le bénéfices effectivement réinvestis (coût = 13 Mds € pour un taux à 20%)
  - Porter à 100 K € au lieu de 38 la tranche d'IS à 15% pour les PME < 20 M€ de c.a.
- 2<sup>ème</sup> possibilité: élargir les allègements « Fillon » jusqu'à 3 SMIC
  - Variante a): élargissement homothétique des tranches actuelles (de 1 à 3 SMIC au lieu de 1 à 1,6): coût = 22Mds
  - Variante b): allègement maximal jusqu'à 2 SMIC, puis dégressif jusqu'à 3 SMIC: coût = 61 Mds€

# Détail propositions: Compétitivité prix

## Fiche PB: Comment compenser les réductions de charges?

Une *combinaison* de trois mesures, au-delà de la poursuite nécessaire d'une meilleure efficacité de la dépense publique :

- **Une hausse de TVA de 21 Mds €:**
  - relèvement de 2,4 points (à 22% contre 19,6 actuellement) du taux normal (= 14,6 Mds €);
  - majoration du taux intermédiaire de 7 à 12,5% pour hôtellerie-restauration, bâtiment (sauf isolation), etc., *la taxation des produits de première nécessité demeurant inchangée* (= 6 Mds€) ;
- **Une hausse de 20 Mds de la CSG:**
  - + 1 point pour le taux général (= 11Mds€);
  - +2,5 points *supplémentaires* sur les « revenus de remplacement » et de patrimoine (= 9,2Mds€)
  - Ce relèvement du taux général de CSG pourrait avantageusement être remplacé par:
    - la taxe sur les transactions financières (= 11Mds d'€)
    - et/ou la suppression des « niches fiscales » favorisant les retraités (=7 Mds d'€)
- **Une fiscalité écologique de 20 Mds également en exonérant autant que possible l'appareil industriel**
  - sur la consommation d'hydrocarbures (pour l'essentiel importés) (+ 20 cts de TICPE= 14Mds €)
  - sur les émissions des gaz à effet de serre: la taxe carbone (= 4,4 Mds€)
  - Sur la pollution: généralisation de la TGAP (= 3 Mds €))

# Détail propositions: Compétitivité prix

## Fiche PB (suite):

- Des propositions de recettes complémentaires:

- Plafonner déductibilité intérêts d'emprunt des entreprises à 5% des fonds propres;
- augmenter les droits de succession pour les particuliers;
- Rétablir l'imposition à l'IR et les cotis. Soc. pour les heures suppl. (=4,5 Mds €);
- Taxer les très hauts revenus ou les inclure dans le résultat (= 100 M€)
- Instaurer une journée de solidarité (= 3,8 Mds € Etat+ Sécu)
- Supprimer les niches fiscales inefficaces - comme outre-mer par ex (= 4,3 Mds €)

## Fiche PC: concentrer les efforts sur les secteurs les plus exposés?

- Trouver des critères « objectifs » ciblant l'industrie

Consentir un allègement de 10% des l'ensemble des charges sociales pour les PME & ETI

- Si dépenses de R&D/v.a. >5%;
- Et/ou si v.a. par salarié > 78 K€

- S'inspirer des aides locales allemandes

Mesures de soutien locales type aides des Länder

- Travailler le profil des allègements sur l'échelle des salaires

# Détail propositions: Compétitivité prix

## Fiche PD: Conserver l'avantage d'une énergie à bas coût

- Aligner le prix de l'ARENH (Accès régulé à l'électricité nucléaire historique) sur les seuls coûts du parc nucléaire

Des tarifs + élevés pour les particuliers mais avec tarif social progressif (très bas pour 1<sup>ère</sup> tranche)

- Négocier à Bruxelles une position sur les aides d'Etat aux électro-intensifs
- Financer une opération de diagnostics en vue d'économies d'énergie
- Poursuivre une politique active d'économies d'énergie dans l'habitat (coût total + 6 Mds€/an dont 1 pour l'Etat?)
- Supprimer les freins à l'alimentation du réseau par les industriels
- Introduire un crédit d'impôt pour les investissements « verts » des industriels (coût = 430 M €/an)

## Détail propositions: Compétitivité prix

### Fiche PE: Les engagements réciproques

- Nécessité d'un véritable « pacte social » avec réciprocité des efforts
- Des engagements renforcés pour les secteurs les moins exposés à la concurrence internationale:
- **concernant l'emploi** : maintien, création, moindre recours à l'intérim et aux CDD ?
- **en matière de formation** (alternance, ouverture plus grande en matière de stages d'étudiants, formation permanente, etc.)
- **concernant l'investissement et la localisation des activités**
- **relatifs à la « gouvernance d'entreprise**: un code d'exemplarité (par exemple : accords de modération sur les salaires et bonus des dirigeants des grandes entreprises? participation des salariés ? etc.) allant dans le sens d'un partage de la valeur ajoutée et
- **en matière de répercussion dans les prix des allègements de cotisations consentis**

# Détail propositions: Environnement des entreprises

## Fiche IA: Régulation des tensions au sein des filières

- Améliorer la sécurité juridique de la relation clients/fournisseurs
  - Obligation légale de révision des prix si variation brusque des coûts
  - Intégration des représentants sous-traitants dans la commission d'ex. pratiques commerciales
- Réduire les délais de paiement à 45 jours effectifs
- Avec surveillance précise dans rapport commissaires aux comptes
- Promouvoir et diffuser de nouvelles pratiques d'achat
- Cf Charte des bonnes pratiques , signée par 170 grands groupes, + plateforme d'infos pour les pME
- Engager les grands groupes à soutenir la croissance de leurs fournisseurs
- Renforcer le soutien aux « grappes » (clusters) d'entreprises
  - Mutualisation de fonctions, soutenue par CDC ou OSEO, les CCI...;
  - Plateformes d'appui pour les demandes de financements européens;
- Accompagner les PME/ETI dans le montage d'alliances
- Bourses de partenaires au sein du réseau des CCI
- Regroupements pour répondre aux offres des grands comptes
- Favoriser la constitution de groupements d'employeurs

# Détail propositions: Environnement des entreprises

## Fiche IB: Comment mieux percer à l'export?

- **Faciliter la constitution « d'équipes de France » à l'export**
  - Développer portage par grandes entr. et identifier clairement chefs de file;
  - Moduler soutien public en fonction des efforts de sous-traitance française et de portage
- **Obtenir l'équilibre des efforts (« level playing field »)**
  - Une taxe d'ajustement aux frontières européennes contre dumping social et environnemental;
  - Un instrument européen d'accès symétrique aux marchés publics
- **Bien garantir les risques**
  - Renforcer l'assurance-prospection et créer une assurance « premiers pas » (coût = qqes M€).
  - Obtenir de l'UE la prorogation des dispositifs Cap Export et Cap Export+
- **Mieux utiliser le réseau des points d'appui**
- Mise en œuvre des Chartes nationale et régionale à l'export
- **Utiliser efficacement le « Hinterland » méditerranéen**
  - Offre de diagnostic stratégique;
  - filières industrielles et pôles de compétitivité euro-méd;
  - Plateforme méditerranéenne e-start-ups

## Détail propositions: Environnement des entreprises

### Fiche IC: Comment densifier le tissu d'entreprises?

- Généraliser les comités de financeurs aux pôles de compétitivité;
- Mettre en place une fondation sous l'égide du FSI dédiée à la transmission des entreprises familiales (coût, récupéré à terme= 500 M€)
- Créer un revenu minimum du chef d'entreprise
  - En contrepartie de l'adhésion à un parcours d'accompagnement;
  - Un RSA majoré pour la 1ère année de création (coût = 90 M€)
- Accélérer la diffusion du titre emploi-service:

Un socle conventionnel de protection sociale interbranches commun aux entreprises <20 salariés

# Détail propositions: Environnement des entreprises

## Fiche ID: Améliorer le financement des PME/ETI

- **Dynamiser l'apport de l'assurance-vie**
  - Un taux d'imposition préférentiel de 5,5% (au lieu de 7,5 porté à 8,5) pour les contrats comportant au moins 18% d'actions, détenus dix ans
  - Revoir l'engagement volontaire sur le non-coté: moins de LBO, +d'innovation
  - Nouveaux contrats de type NSK (investis en actions ou en non-coté)
- **Mieux mobiliser l'épargne**
  - Relever le plafond du PEA à 250 K€ (coût = 100 M€?)
  - Relancer un Plan d'épargne Industrie (coût = immédiat faible, à terme 350 M€)
- **Conforter le soutien public**
  - Dégager prêts OSEO de l'obligation d'un collatéral bancaire;
  - Accroître dotation Fonds de Garantie, surtout Fonds propres;
  - Majorer enveloppes prêts participatifs et avances remboursables à l'innovation
- **Intervenir en fonds propres**
  - Une enveloppe ad hoc du FSI (coût, récupérable = 1 Md €/an
  - Améliorer les déductions « Madelin » et ISF-PME
  - Organiser montée en puissance des Business Angels: plafond de déduction, facilités juridiques, imputation sur revenu perso (si indépendants) du déficit de la PME financée

# Détail propositions: Environnement des entreprises

## Fiche IE: Simplifier la réglementation

- Assouplir certaines règles d'hygiène & sécurité (cf rapport La Raudière, oct. 2011)
- Assouplir les effets de seuil
  - « lisser » le passage des seuils de 10, 20 et 50 salariés (seuils sociaux)
- Des normes à durée déterminée (cf modèle allemand)
  - Limiter pendant 5 ans toute révision normative aux seuls cas de force majeure;
  - Évaluation a posteriori impérative pour décider du maintien, révision ou abrogation
- Généraliser le système « one in, one out »
  - = pas de nouvelle réglementation sans abrogation d'une existante, de coût équivalent
- Généraliser l'autorisation tacite
  - en cas de non-réponse de l'administration dans le délai prévu

# Détail propositions: Environnement des entreprises

## Fiche IF: Améliorer les infrastructures logistiques

- **Ports maritimes**

- Dialogue renforcé entre acteurs industriels et portuaires;
- Relier les ports par réseaux de transport multimodaux;
- Simplifier et automatiser tâches adm. et comptables liées à l'import-export – 1<sup>ère</sup> expérimentation à conduire au Havre

- **Transport ferroviaire**

Réforme du fret SNCF, dessertes spécifiques

- **Routes**

Autoriser rapidement poids lourds de 44 T, avec prise en charge de leurs effets

- **Oléoducs**

- Pipeline C2 à connecter au réseau nord-européen

- **Canaux**

- Plateformes logistiques multimodales pour le canal Seine-Nord-Europe;
- Lancer de nouveaux canaux à grand gabarit

# Retour sur les modélisations macro:

## Résultats des modèles Trésor et Nemesis

1. Un transfert d'une partie des charges sociales vers la fiscalité serait nettement favorable à la compétitivité, mais aussi à l'activité et à l'emploi: + 0,7 pt de PIB et + 180 000 emplois par point de PIB transféré
2. Un choix doit être fait entre allègements sur bas salaires , +favorable à l'emploi, et sur salaires moyens, + favorable à la compétitivité
3. Une baisse des cotisations sociales au bénéfice des salariés et non des employeurs serait inefficace
4. La mesure la + favorable à *long terme* pour activité et commerce ext. serait la baisse de l'IS (forte sensibilité de l'investissement au coût du capital)
5. Une hausse de la CSG donne de bien meilleurs résultats si elle est + forte pour les revenus de remplacement et du patrimoine
6. L'introduction d'une taxe sur les transactions financières aurait des effets très favorables sur activité et l'emploi
7. Les résultats sont plus contrastés pour la fiscalité écologique (très favorables dans le modèle Trésor, très peu dans Nemesis)

# Retour sur les modélisations macro (suite 1)

- Exemple de résultats (« mix 4.1 »): baisse des cotis soc de 3 pts de PIB, hausse TVA d'1 pt de PIB, taxe trans.fin. de 0,3 pt de PIB, CSG + 0.7 pt de PIB (en priorité sur revenus remplacement & patrimoine), fiscalité environnementale +1 pt de PIB

	2012	2015	2020
<b>PIB</b>	0.42	1.65	2.57
<b>Consommation</b>	-0.34	0.19	0.84
<b>Solde Commercial</b>	0.46	0.68	0.95
<b>Dép. Publiques</b>	0.00	0.00	0.00
<b>Investissement</b>	0.30	0.77	0.77
<b>Emploi</b>	430	661	719
<b>Prix à la Consommation</b>	0.32	-0.88	-2.27

- Ciblage sur secteur marchand. Les surplus budgétaires sont réinvestis à 50% en investissement publics et permettent de désendetter l'État pour l'autre moitié.

Mixte 4.1 : Variations de l'investissement public et du solde budgétaire en milliards d'€ courants

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Inv. Public</b>	3.0	6.8	8.3	10.0	11.4	12.4	13.3	14.2	15.3
<b>Solde budg.</b>	3.0	6.8	8.3	10.0	11.4	12.4	13.3	14.2	15.3

- L'amélioration de la marge des entreprises de 3 points de PIB est partiellement (0,5 pt PIB) réinvestie en R&D/innovation + investissement productif (le restant servant une baisse des prix HT)

- Consommation préservée

# Retour sur les modélisations macro (suite 2)

- Exemple de résultats (« mix 5.2 »): similaire au précédent, mais allègements cotsoc pour 2 pt de PIB et baisse d'IS pour 1 pt de PIB. Surplus entièrement utilisé pour désendetter les acteurs publics

	2012	2015	2020
<b>PIB</b>	0.39	1.18	1.96
<b>Consommation</b>	-0.45	-0.12	0.35
<b>Solde Commercial</b>	0.29	0.47	0.96
<b>Dép. Publiques</b>	0.00	0.00	0.00
<b>Investissement</b>	0.55	0.83	0.65
<b>Emploi</b>	275	413	439
<b>Prix à la Consommation</b>	0.73	-0.45	-2.44

Mixte 5.2 : Variations de l'investissement public et du solde budgétaire en milliards d'€ courants

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Inv. Public	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Solde budg.	-1.2	4.0	5.1	7.1	8.2	8.7	9.3	10.0	11.2

# Chiffrage des transferts et dépenses

PIB 2010	1950	dépenses Mds€	coût en trésor (Mds€)	% PIB
<b>1) Allègement coût du travail (PA)</b>				
1.1	Transférer les cotisations familles	22	2,5%	
1.2	Transférer 5 points de cotisations maladie	20		
1.3	Transférer le versement transport	4		
1.4 (pm)	Supprimer moitié autres taxes/salaires marchands (PB qu	2,4		
<b>2) Alléger les autres coûts (PA)</b>				
2.1	Extension IS réduit à hauteur de 100 K€ (PME jusqu'à 20 M€ CA	1,6	0,7%	
2.2	IS réduit à 20% pour les bénéfices réinvestis	13		
<b>3) Investir plus (HB)</b>				
3.1	Amortissements accélérés sur un an < 5M€ (coût sur 24 mois)		2,5	0,01%
3.2	Amortissements avant le 30/09 comptant comme une année pleine		1	
<b>4) Innover plus HE)</b>				
4.1	Instituer un CIIP	1,2	0,07%	
4.2	Renforcer le dispositif JEI	0,08		
<b>5) Garder une énergie bon marché (PD)</b>				
5.1	Opération d'économies d'énergies dans l'habitat	1	0,07%	
5.2	Crédit d'impôt pour les investissements verts	0,43		
<b>6) Améliorer la productivité (HF)</b>				
6.1	Plan de diffusion des TIC	0,02	0,003%	
6.2	Plan robots	0,02		
6.3	Plan lean	0,01		
<b>7) Financer l'industrie (ID)</b>				
7.1	Livret-épargne industrie	0,35	0,02%	
<b>8) Améliorer les infrastructures logistiques (IF)</b>				
8.1	Pipeline Lorraine	0,03	0,002%	
<b>TOTAL (mesures chiffrées uniquement et &gt; 1M€)</b>		<b>66,1</b>	<b>3,5</b>	<b>3,4%</b>
→ Taux de couverture des dépenses par les recettes				<b>140%</b>

# Recettes proposées

- Nota : le volume des recettes proposées est volontairement supérieur aux dépenses, pour laisser la liberté au décideur d'en écarter certaines

PIB 2010	1950	Mds€	% PIB
<b>1) TVA (fiche PB)</b>			
1.1 TVA taux normal relevé de 2,4 pts		14,6	1,1%
1.2 TVA taux intermédiaire de 5,5 pts (déduction faite des travaux à portée env.)		6	
<b>2) Revenus financiers (PB bis)</b>			
2.1 Taxation des transactions financières		11	0,6%
<b>3) Fiscalité environnementale (PB ter)</b>			
3.1 TICPE augmentée de 20 centimes		14	1,1%
3.2 Taxe Carbone		4,4	
3.3 TGAP		3	
<b>4) Revenus non directement liés au travail (PB quater)</b>			
4.1 Augmenter d'un point la CSG générale		11	1,4%
4.2 Augmenter de 2,5 points supplémentaire la CSG sur revenus non salariaux		9,2	
4.3 Porter la CSG sur les pensions au nouveau taux normal de CSG		2,5	
4.4 Supprimer l'abattement pour "frais" de 10% sur les retraites (y compris effets induits)		4,3	
4.5 Rétablir l'imposition des majorations des pensions de 10% pour 3 enfants et +		0,4	
<b>5) Autres recettes possibles (PB sexies)</b>			
5.1 Rétablir l'imposition et l'assujettissement aux CS des heures supplémentaires		4,5	0,7%
5.2 Taxer les très hauts revenus d'un point suppl. ou les inclure dans le résultat (*)		0,1	
5.3 Instaurer une journée de solidarité (recettes Etat+CT+SS) (*)		3,8	
5.4 Supprimer les niches fiscales outre-mer inefficaces		4,3	
<b>TOTAL (mesures chiffrées uniquement)</b>		<b>89</b>	<b>4,8%</b>
Avec (*)		<b>93</b>	<b>4,8%</b>

# Conclusion: Une urgence nationale

1. La situation continue à s'aggraver:
  - production industrielle et investissement productif < à 2005;
  - déficit extérieur croissant (près de 4% du PIB en 2011);
  - mauvais classement européen en productivité et innovation
2. Différer encore les mesures conjoncturelles mais aussi structurelles nécessaires, c'est risquer d'agir trop tard, en ayant obéré les marges de manœuvre qui demeurent.
3. La difficulté des choix qui doivent être faits n'ôte rien à leur **urgence**.